

# **FRI**

**Société à responsabilité limitée**

**560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg**

**Grand-Duché de Luxembourg**

## **CONSTITUTION**

**d'une société à responsabilité limitée**

**du 19 décembre 2016**

**Numéro 42414**

L'an deux mille seize, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître **Jean-Joseph WAGNER**, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU :

Monsieur **Franck Ressler**, né le 29 septembre 1994 à Bordeaux, France, résidant au 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

représenté par Madame Nadia WEYRICH, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit :

### **Chapitre I. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée.**

#### **Article 1. Forme**

Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la « Société »), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (ci-après la « Loi »), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les « Statuts »).

#### **Article 2. Objet**

La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, tout instrument de dette, créances, certificats de dépôt, des unités de trust et en général toute valeur ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir

dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit à l'exception d'un emprunt public. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances incluant, sans limitation, l'émission de « PECS » et des « warrants », et ce convertibles ou non. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

#### **Article 3. Durée**

La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié des associés représentant les trois quarts du capital social.

#### **Article 4. Dénomination**

La Société a comme dénomination « **FRI** ».

#### **Article 5. Siège Social**

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré dans la même commune ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par une décision du conseil de gérance de la Société, également habilité à modifier les Statuts en ce sens.

Il peut être créé des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par une décision du conseil de gérance.

### **Chapitre II. Capital, Parts Sociales.**

#### **Article 6. Capital Souscrit**

Le capital social est fixé à **soixante mille Euros (60.000,- EUR) représenté par soixante mille (60.000) parts sociales** ayant une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

## **Article 7. Augmentation et Diminution du Capital Social**

Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

## **Article 8. Parts Sociales**

La Société peut comporter un ou plusieurs associés, dans la limite de cent (100) associés. Au cas où le nombre d'associés vient à dépasser la limite de cent (100) pour quelque raison que ce soit, la Société devra, dans le délai d'un an suivant dépassement de la limite, être transformée dans une autre forme.

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux. La Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents à ces parts sociales, à l'exclusion des droits à l'information, jusqu'à ce qu'un tel mandataire soit désigné.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Pour toutes les autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et pourra être consulté par chaque associé qui le désire.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à annuler les parts sociales propres détenues par la Société et à procéder à la réduction de capital correspondante.

## **Article 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé**

La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

### **Chapitre III. Gérant(s).**

## **Article 10. Gérants, Conseil de Gérance**

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés

respectivement « Gérants de catégorie A » et « Gérants de catégorie B ».

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

#### **Article 11. Pouvoirs du/des Gérant(s)**

Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Si le gérant ou le conseil de gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient associés ou pas.

#### **Article 12. Gestion Journalière**

Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelles) des gérants / mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

#### **Article 13. Réunions du Conseil de Gérance**

Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B devra être présent ou représenté.

Toute décision du conseil de gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par « conference call » ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

#### **Article 14. Responsabilité, Indemnisation**

Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

#### **Article 15. Conflit d'Intérêt**

Sauf disposition contraire de la Loi, tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt de nature patrimoniale opposé à celui de la Société à l'occasion d'une opération relevant de la compétence du conseil de gérance, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part aux délibérations ni voter au sujet de cette opération. Il est spécialement rendu compte d'un tel conflit d'intérêt, à

la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions.

Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, il est fait mention dans les résolutions des opérations intervenues entre la Société et le gérant unique ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Lorsque, en raison d'une opposition d'intérêts, le nombre de gérants requis pour délibérer valablement n'est pas atteint, le conseil de gérance peut décider de soumettre la décision sur ce point à l'assemblée des associés.

Les règles concernant le conflit d'intérêt ne sont pas applicables lorsque les décisions du gérant unique ou du conseil de gérance concernent des opérations courantes et sont conclues dans des conditions normales.

#### **Chapitre IV. Associé(s).**

##### **Article 16. Assemblée Générale des Associés**

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de soixante (60) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Dans le cas où la Société a plus de soixante (60) associés, il doit être tenu chaque année au moins une assemblée générale dans les six (6) mois de la fin de l'exercice social au siège social de la Société ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans la convocation.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le conseil de gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil de gérance.

Il est tenu à chaque assemblée générale une liste des présences.

##### **Article 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale**

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au gérant unique ou au conseil de gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

#### **Article 18. Procédure - Vote**

Toute décision de l'assemblée générale est valablement adoptée à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Toutefois, toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts sera prise par les associés représentant au moins les trois quarts du capital.

Les votes blancs et les votes à bulletin secret ne devront pas être pris en compte.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

#### **Chapitre V. Année Sociale, Répartition.**

##### **Article 19. Année Sociale**

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

##### **Article 20. Approbation des Comptes Annuels**

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

##### **Article 21. Affectation des Résultats**

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est à la disposition des associés.

Le surplus est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la Loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaires le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, conformément aux dispositions de la Loi.

#### **Chapitre VI. Dissolution, Liquidation.**

##### **Article 22. Dissolution, Liquidation**

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

## **Chapitre VII. Loi Applicable.**

### **Article 23. Loi Applicable**

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2017.

### **SOUSCRIPTION – LIBERATION**

Toutes les soixante mille (60.000) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Franck Ressler, préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de soixante mille Euros (60.000,- EUR) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

### **FRAIS**

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes modifications des statuts de la Société, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros.

### **DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE**

L'associé unique décide de :

1. Déterminer le nombre de gérants à un (1).
2. Nommer la personne suivante en tant que gérant de la

Société :

- Monsieur Franck Ressler, né le 29 septembre 1994 à Bordeaux, France, résidant au 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

La durée du mandat du gérant est illimitée.

3. Déterminer l'adresse du siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE.

fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

### **Suit la traduction anglaise de ce qui precede:**

In the year two thousand and sixteen, on the nineteenth of December.

Before Us Maître **Jean-Joseph WAGNER**, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg.

### **THERE APPEARED:**

Mr. **Franck Ressler**, born on September 29<sup>th</sup>, 1994 in Bordeaux (France), residing at 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Mrs Nadia WEYRICH, private employee, with professional address in Belvaux, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereinabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:



**Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object,  
Duration.**

**Article 1. Form**

There is formed a private limited liability company (hereafter the “**Company**”), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended from time to time (hereafter the “**Law**”), as well as by the present articles of association (hereafter the “**Articles**”).

**Article 2. Object**

The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and any other securities, including without limitation bonds, debentures, certificates of deposit, trust units, any other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form, except for borrowing from the public. It may issue notes, bonds, debentures and any other kind of debt and/or equity securities, including but not limited to preferred equity certificates and warrants, whether convertible or not in all cases. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, further or relate to its purpose.

**Article 3. Duration**

The Company is formed for an unlimited period of time.

The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted by half the shareholders representing three quarters of the share capital at least.

**Article 4. Name**

The Company will have the name of “**FRI**”.

**Article 5. Registered Office**

The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred within the same municipality or to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by a simple

decision of the manager, or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers of the Company, which is also entrusted with the power to amend the Articles accordingly.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a simple decision of the manager, or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

## **Chapter II. Capital, Shares.**

### **Article 6. Subscribed Capital**

The share capital is set at **sixty thousand Euros (EUR 60,000.-)** represented by **sixty thousand (60,000)** shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

### **Article 7. Increase and Reduction of Capital**

The capital may be increased, or decreased, in one or several times at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting adopted in the manner required for an amendment to the Articles.

### **Article 8. Shares**

The Company may have one or several shareholders, with a maximum of one hundred (100) shareholders. In the event that the number of shareholders of the Company exceeds one hundred (100) for any reason, the Company shall, within a period of one (1) year following the date on which such limit was exceeded, convert into another legal form.

Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of one or several shares carries implicit acceptance of the Articles of the Company and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible towards the Company.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to these shares, except for relevant information rights, until such attorney-in-fact has been appointed.

The sole shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a sole shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the prior authorization of the shareholders representing at least three quarters of the capital, in accordance with article 189 of the Law.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

The sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, is authorised to cancel shares held in treasury and to proceed with the corresponding share capital decrease in accordance with the provisions of the Law.

**Article 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder**

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

**Chapter III. Manager(s).**

**Article 10. Manager(s), Board of Managers**

The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The members of the board might be split into two categories, respectively denominated “**Category A Managers**” and “**Category B Managers**”.

The managers need not be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without legitimate cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders’ holding a majority of votes.

Each manager will be elected by the sole shareholder or by the shareholders’ meeting, which will determine their number and the duration of their mandate.

**Article 11. Powers of the Manager(s)**

In dealing with third parties, the manager or the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s object and provide that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager or the board of managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the managers are split into two categories, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

If the manager or the board of managers is temporarily unable to act, the Company’s affairs may be managed by the sole shareholder or, in case the Company has several shareholders, by the shareholders acting under their joint signatures.

The manager or board of managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxyholders, selected from its members or not, either shareholders or not.

**Article 12. Day-to-day Management**

The manager or the board of managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and will determine the manager’s / agent’s responsibilities

and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. It is understood that the day-to-day management is limited to acts of administration and thus, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the board of managers.

**Article 13. Meetings of the Board of Managers**

The meetings of the board of managers are held within the Grand Duchy of Luxembourg.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the/those managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

A manager may be represented by another member of the board of managers.

The meetings of the board of managers may be convened by any two managers by any means of communication including telephone or email, provided that it contains a clear indication of the agenda of the meeting. The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

The board of managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. In case the managers are split into two categories, at least one Category A Manager and one Category B Manager shall be present or represented. Any decisions made by the board of managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and of one Category B Manager. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate and deliberate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members having participated.

A written decision, signed by all managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the board of managers.

**Article 14. Liability - Indemnification**

The manager or the board of managers assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.

The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be

liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such manager or officer may be entitled.

#### **Article 15. Conflict of Interests**

Save as otherwise provided by the Law, any manager who has, directly or indirectly, a financial interest conflicting with the interest of the Company in connection with a transaction falling within the competence of the board of managers, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant manager may not take part in the discussions relating to such transaction or vote on such transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of the shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

When the Company is managed by a single manager, transactions made between the Company and the single manager having an interest conflicting with that of the Company are specifically mentioned in the resolution of the single manager.

In case the number of managers required in order to validly deliberate is not met due a conflicting interest, the board of managers may decide to submit the decision on this specific item to the general meeting of shareholders.

The conflict of interest rules shall not apply when the decision of the single manager or of the board of managers relates to day-to-day transactions entered into under normal conditions.

#### **Chapter IV. Shareholder(s).**

#### **Article 16. General Meeting of Shareholders**

If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by Law to the general meeting of shareholders.

If the Company is composed of no more than sixty (60) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the board of managers to the shareholders by any means of communication. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

In case the Company has more than sixty (60) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of the financial year at the registered office or at any other place in the Grand Duchy of Luxembourg specified in the convening notice.

Unless there is only one sole shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Law by the board of managers, failing which by the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing half the share capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by any means of communication as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of managers, which is final, circumstances of "force majeure" so require.

An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

#### **Article 17. Powers of the Meeting of Shareholders**

Any regularly constituted shareholders' meeting of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the single manager or the board of managers by the Law or the Articles and subject to the object of the Company, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

#### **Article 18. Procedure, Vote**

Any resolution of the general meeting is validly taken by a simple majority of votes cast, provided that the number of shares represented at the meeting represents at least one half of the share capital. However, any resolution whose purpose is to amend the present Articles or whose adoption is subject by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles will be taken by shareholders representing at least three quarters of the capital.

Blank and mutilated ballots shall not be counted.

One vote is attached to each share.

### **Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits.**

#### **Article 19. Financial Year**

The Company's accounting year starts on January 1<sup>st</sup> and ends on December 31<sup>st</sup> of each year.

#### **Article 20. Adoption of Financial Statements**

At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the manager or the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

#### **Article 21. Appropriation of Profits**

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatsoever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Interim dividends may be distributed, at any time, in accordance with the provisions of the Law.

#### **Chapter VI. Dissolution, Liquidation.**

##### **Article 22. Dissolution, Liquidation**

At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

#### **Chapter VII. Applicable Law.**

##### **Article 23. Applicable Law**

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### **TRANSITORY PROVISIONS**

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on December 31<sup>st</sup>, 2017.

#### **SUBSCRIPTION – PAYMENT**

All the sixty thousand (60,000) shares have been subscribed by **Mr. Franck Ressler**, prenamed.

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of sixty thousand Euros (EUR 60,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

#### **COSTS**

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand five hundred euro.

#### **RESOLUTIONS OF THE SOLE SHAREHOLDER**

The sole shareholder resolves to:

1. Determine the number of managers at one (1).
2. Appoint the following person as Company's manager:

- **Mr. Franck Ressler**, born in Bordeaux (France), on September 29<sup>th</sup>, 1994, residing at 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The duration of the manager's mandate is unlimited.

3. Determine the address of the Company at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

#### **WHEREOF**

the present deed was drawn up in Belvaux, Grand-Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Signé: N. WEYRICH, J.J. WAGNER.

---

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 décembre 2016.  
Relation: EAC/2016/29813. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).  
Le Receveur, signé : SANTIONI.

---